

John Christian Schultz, membre éminent du « parti canadien », qui a tant contribué à provoquer la résistance métisse de 1870. M. Schultz a même été fait prisonnier par le gouvernement provisoire. Le Manitoba a également élu Donald Smith, commerçant de fourrures écossais qui a servi d'intermédiaire dans les négociations avec Louis Riel et qui vient à Ottawa siéger avec les conservateurs de John A. Macdonald. Le nouveau député de Provencher, Pierre Delorme, est le premier député fédéral métis. Commerçant de fourrures et agriculteur, M. Delorme a fait partie du gouvernement provisoire métis; il a même participé à l'arrestation de Thomas Scott, mais il s'en est désolidarisé à cause de son opposition à l'exécution de prisonniers.

L'arrivée de députés de la toute nouvelle province canadienne n'est qu'un des legs des tristes événements de 1870. Tout au long de la session, le gouvernement est assailli par les libéraux de l'Ontario au sujet de son règlement de l'imbroglie manitobain. On exige que soient punis les responsables du « meurtre odieux » de Thomas Scott, meurtre commis « sans la moindre provocation [...] que toute la population condamne¹⁸ ». Des rumeurs sur les allées et venues du fugitif Louis Riel enflamment le débat. William McDougall est peut-être le plus ardent sur ce front. Ancien vrai libéral de l'Ontario, M. McDougall s'est joint aux conservateurs au moment de la Confédération (d'où son surnom de « Wandering Willy ») et il est dépêché à la rivière Rouge à titre de lieutenant-gouverneur putatif en 1869. La rebuffade qu'il essuie de la part des Métis le pousse au paroxysme de l'indignation protestante de l'Ontario. Comme député de Lanark North, M. McDougall reproche aux conditions accordées à la nouvelle province d'être trop généreuses envers les Métis catholiques. « Ceux-ci ont la main haute sur le gouvernement, déclare-t-il furieux, l'évêque de Saint-Boniface est le véritable chef de ce gouvernement et il a une influence énorme. (*Cris de protestation de plusieurs députés.*)¹⁹ »

Conscient qu'il a absolument besoin de l'appui des bleus catholiques du Québec, le gouvernement fait de son mieux pour repousser ces accusations. Le ministre de la Milice George-Étienne Cartier, évitant toujours d'employer le mot « meurtre », déclare que, puisque l'exécution de Thomas Scott a eu lieu avant l'entrée du Manitoba dans l'union, le gouvernement fédéral n'a pas compétence concernant les malheureux incidents de la rivière Rouge. En outre, Louis Riel est hors de sa portée; le traité de Webster-Ashburton passé avec les États-Unis en 1842 ne permet pas l'extradition en cas de trahison. D'autres conservateurs soutiennent que c'est par pur esprit de clocher que les Ontariens mettent exagérément en valeur la question manitobaine. Mackenzie Bowell accuse Edward Blake (un libéral qui, l'année suivante, en qualité de premier ministre de l'Ontario, mettra la tête de Louis Riel à prix pour 5 000 \$) d'exploiter la situation : « La sépulture a été ouverte et on en a exhumé les restes du martyr pour servir les desseins de politiciens comme le député de Durham. Pour les besoins des élections en Ontario, on a versé des larmes de crocodile sans lésiner et on a essayé de prendre les électeurs par les sentiments²⁰. » Tel est le langage de la « race » dans la vie politique canadienne du XIX^e siècle.

L'âpre conflit à propos du Manitoba et de Louis Riel montre combien sont vives encore les vieilles jalousies sectaires de la vie coloniale d'avant la Confédération. Les jalousies régionales et religieuses ne font pas que menacer l'unité du pays; elles nuisent aussi à la cohésion des alliances politiques. Elles empêchent les libéraux de l'Ontario de se lier aux rouges du Québec et déstabilisent constamment l'union précaire des anglo-conservateurs et des bleus du Québec au cœur du parti gouvernemental de John A. Macdonald. D'autres questions attisent cette animosité

18. Edward Blake, 10 avril 1871.

19. 27 février 1871.

20. 12 avril 1871.